

Melun

Session : Janvier 2018

Année d'étude : Première année de licence économie-gestion mention administration économique et sociale

Discipline : *Problèmes économiques contemporains*
(Unité d'Enseignements Complémentaires 1)

Titulaire(s) du cours :
M. Nicolas FREMEAUX

Document(s) autorisé(s) : Aucun document n'est autorisé. Les calculatrices sont interdites.

Consignes :

- L'exercice fourni consiste à lire les propositions suivantes, à retenir la bonne réponse et à cocher la case correspondante dans la grille de réponses
- Il y a une seule bonne réponse pour chaque question
- Barème indicatif : chaque bonne réponse vaut 1 point ; chaque mauvaise réponse vaut - 0.25 point
- Aucun document n'est autorisé
- L'épreuve dure 1h30. Pour les étudiants bénéficiant d'un tiers-temps, l'épreuve dure 2h.

Questions :

1. Que faut-il retrancher à la production pour obtenir la valeur ajoutée ?
 - a. La consommation finale
 - b. La consommation intermédiaire
 - c. La consommation de capital fixe
 - d. La consommation finale effective

2. Si la croissance est due à une augmentation des facteurs de production, parle-t-on de croissance...
 - a. Autocentrée
 - b. Intensive
 - c. Extensive
 - d. Équilibrée

3. Parmi ces quatre individus, lequel est considéré comme un résident économique français par la comptabilité nationale :
 - a. Un étranger installé en France depuis 2 ans
 - b. Un touriste américain
 - c. Un travailleur transfrontalier habitant en Suisse et travaillant en France depuis 10 ans
 - d. Un étudiant venant en France pour un échange d'un semestre.

4. Dans la définition actuelle du PIB, la valeur des biens et services non-marchands est-elle calculée à partir :
 - a. de leur prix de vente
 - b. de leurs coûts de production
 - c. de leurs résultats
 - d. n'est pas prise en compte

5. Le principe du multiplicateur s'écrit-il (avec s = propension à épargner et c = propension à consommer) :
 - a. $1 / (1 - c)$
 - b. $1 / (1 - s)$
 - c. $c / (1 - c)$
 - d. $s / (1 - s)$?

6. Dans le modèle IS-LM, une expansion budgétaire (c'est-à-dire une diminution des impôts ou une augmentation des dépenses publiques) :
 - a. augmente l'investissement
 - b. diminue l'investissement
 - c. a un effet ambigu sur l'investissement
 - d. n'a aucun effet sur l'investissement

7. Dans le modèle de croissance économique de Solow, le rendement marginal du capital est-il :
 - a. Croissant
 - b. Constant
 - c. Décroissant
 - d. Nul

8. D'après le modèle de Solow, quelle est la seule source de croissance du revenu par tête à long-terme ?
- L'accumulation du capital
 - La croissance démographique
 - Le progrès technique
 - Ces trois facteurs à la fois
9. Le taux de croissance du PIB en France en 2016 s'est élevé à 1.4%. Par rapport au taux de croissance annuel moyen sur la période 1820-1989, ce taux est-il :
- sensiblement plus faible
 - sensiblement plus élevé
 - de la même ampleur
 - ce n'est pas comparable
10. Dans les faits, la croissance économique dans les pays riches a été suivie :
- d'une augmentation du bonheur
 - d'une diminution du bonheur
 - d'une stabilité du bonheur
 - on ne peut rien dire
11. Quel indicateur n'est pas utilisé dans l'Indice de Développement Humain (IDH) :
- la production
 - le niveau de vie
 - l'espérance de vie
 - le niveau d'éducation
12. Parmi ces individus, lesquels font partie des inactifs :
- les retraités
 - les chômeurs
 - les personnes travaillant à leur compte
 - les salariés
13. Le taux de chômage est-il égal à :
- population au chômage / population en emploi
 - population au chômage / population totale
 - population au chômage / population active
 - population inactive / population active
14. D'après la définition du Bureau International du Travail, une personne déclarant avoir travaillé 5h la semaine de référence de l'enquête, étant disponible immédiatement pour occuper un emploi et ayant entrepris des démarches pour trouver un emploi est-elle :
- en emploi
 - au chômage
 - en sous-emploi
 - dans le halo du chômage

15. En 2015, le taux de chômage de la population en France s'élève à :
- 8.5%
 - 10%
 - 11.5%
 - 13%
16. En 2015, le taux de chômage des 15-24 ans en France s'élève à :
- 10%
 - 15%
 - 20%
 - 25%
17. En 2016, la proportion de chômeurs de longue durée en France représente-t-elle environ :
- 25% des chômeurs
 - 35% des chômeurs
 - 45% des chômeurs
 - 55% des chômeurs
18. A long-terme, la demande de travail :
- augmente avec le salaire
 - diminue avec le salaire
 - n'est pas fonction du salaire
 - dépend du prix relatif du travail et du capital
19. Dans les faits, une forte protection du travail permanent (ex : faible liberté de licenciement) et temporaire (ex : règles strictes entourant les embauches) :
- augmente le taux de chômage
 - diminue le taux de chômage
 - n'a pas d'effet clair sur le taux de chômage
 - on ne peut pas mesurer ce lien
20. Actuellement, en France, les études empiriques montrent que les allocations chômage :
- désincitent au retour à l'emploi
 - incitent au retour à l'emploi
 - ont un effet qui dépend du type de chômeur
 - n'ont aucun effet sur le retour à l'emploi
21. Dans quel cas l'inflation est-elle considérée comme étant « pure » :
- si l'inflation est nulle
 - si la valeur de tous les prix et de tous les revenus augmente au même rythme
 - si l'inflation n'entraîne pas de hausse du chômage
 - si la hausse des prix domestiques est la même que celle des produits importés

22. Laquelle de ces fonctions n'est pas une fonction de la monnaie :
- unité de compte
 - placement financier rapportant un intérêt
 - réserve de valeur
 - intermédiaire des échanges
23. D'après la théorie quantitative de la monnaie, si le prix moyen des biens augmente, cela entraîne :
- une hausse de la demande de monnaie
 - une baisse de la demande de monnaie
 - un effet incertain
 - aucun effet (prix et demande de monnaie ne sont pas liés)
24. D'après la théorie keynésienne de la monnaie, si le taux d'intérêt nominal augmente, cela entraîne :
- une hausse de la demande de monnaie
 - une baisse de la demande de monnaie
 - un effet incertain
 - aucun effet (taux d'intérêt et demande de monnaie ne sont pas liés)
25. D'après la version originale de la courbe de Philipps, un taux de chômage faible va de pair avec :
- une hyperinflation
 - une hausse de l'inflation
 - une désinflation
 - une déflation
26. Lequel de ces revenus ne fait pas partie des revenus primaires pouvant être reçus par un individu :
- Dividendes
 - Salaires
 - Intérêts
 - Pensions de retraite
27. Sur la période 1980-2005, en France, quel type de revenu constitue la part la plus importante pour le centile supérieur (c'est-à-dire les ménages les 1% les plus riches) :
- les revenus salariaux
 - les revenus financiers (intérêts, dividendes...)
 - les revenus immobiliers
 - les transferts sociaux

28. Depuis les années 1970, en France, la part des revenus détenus par le centile supérieur de la distribution :
- a-t-elle fortement augmenté ?
 - a-t-elle faiblement augmenté ?
 - a-t-elle diminué ?
 - est-elle restée globalement stable ?
29. Actuellement en France, à combien s'élève la part du patrimoine détenue par le décile supérieur de la distribution des ménages (c'est-à-dire les ménages les 10% les plus riches) :
- entre 40 et 50%
 - entre 50 et 60%
 - entre 60 et 70%
 - entre 70 et 80%
30. Quelle est la principale explication à la hausse des salaires réels durant le 20^{ème} siècle en France :
- l'évolution de la productivité des travailleurs
 - l'évolution du partage de la valeur ajoutée entre capital et travail
 - l'évolution du salaire minimum
 - le taux d'inflation
31. Une des questions importantes dans l'analyse des inégalités porte sur la comparaison entre les inégalités dans un pays à un moment donné et la mobilité sociale des individus, avec l'idée que les inégalités seraient mieux acceptées dans des sociétés mobiles (où l'élite se renouvelle d'une génération à l'autre). D'après les travaux empiriques existants, la mobilité sociale est-elle la plus importante :
- dans les pays inégaux
 - dans les pays égaux
 - il n'y a pas de lien clair
 - on ne peut pas connaître pas la réponse
32. Dans le cas d'une fonction de production avec une élasticité de substitution entre capital et travail égale à 1, quel est l'effet d'une hausse du prix du travail de 1% (relativement par rapport au capital):
- la quantité de travail utilisée augmente
 - la quantité de travail utilisée diminue
 - la quantité de travail utilisée reste la même
 - on ne peut pas savoir
33. Quelle est la raison principale de l'augmentation des prélèvements obligatoires en France depuis le milieu du 20^{ème} siècle ? Est-ce à cause de l'augmentation :
- des dépenses de fonctionnement de l'Etat
 - des dépenses liées au remboursement de la dette publique
 - des dépenses sociales
 - des dépenses d'infrastructures

34. A quel niveau se situent les prélèvements obligatoires en France aujourd'hui (en % du PIB) :
- 35%
 - 45%
 - 55%
 - 65% ?
35. Le flux annuel d'héritage rapporté au revenu national permet de mesurer le poids du patrimoine héritage dans une économie. Au début du 21^{ème} siècle, cet indicateur est-il :
- largement plus élevé qu'en 1900
 - légèrement plus élevé qu'en 1900
 - du même niveau qu'en 1900
 - légèrement plus faible qu'en 1900
36. Que se passe-t-il en cas d'externalités positives ?
- Les coûts privés sont supérieurs aux coûts collectifs
 - Les coûts privés sont inférieurs aux coûts collectifs
 - Les bénéfices privés sont supérieurs aux bénéfices collectifs
 - Les bénéfices privés sont inférieurs aux bénéfices collectifs
37. Une entreprise qui génère des externalités négatives :
- produit moins que la quantité optimale
 - produit plus que la quantité optimale
 - s'arrête immédiatement de produire
 - s'arrête de produire à long-terme
38. Au sujet des externalités, laquelle de ces affirmations est fausse :
- la taxation est préférable à la norme car elle est plus incitative
 - la norme est préférable à la taxation car elle est plus certaine (en termes de résultats)
 - la collectivisation peut parfois être une solution aux externalités
 - les permis d'émissions négociables (PEN) sont toujours la meilleure option (quand ils peuvent être mis en place)
39. Lequel de ces biens ou services est un bien public :
- une route à péage
 - la télévision publique
 - un réseau wifi public
 - un service d'éducation primaire gratuit
40. Qu'est-ce qu'un bien commun ? Est-ce un bien :
- non-rival et non-exclusif
 - rival et exclusif
 - non-rival et exclusif
 - rival et non-exclusif